



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Développement agricole méditerranéen

Louis Malassis

Citer ce document / Cite this document :

Malassis Louis. Développement agricole méditerranéen. In: Économie rurale. N°123, 1978. L'agriculture dans les rapports euro-méditerranéens. pp. 8-13;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2529>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_123_1_2529

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La Méditerranée est un ensemble vaste, complexe et hétérogène. Selon les critères choisis, on peut définir plusieurs ensembles 'méditerranéens'. Du point de vue de l'analyse socio-économique, l'approche géopolitique est la plus fondamentale. Selon cette approche, la zone méditerranéenne comprend l'ensemble des pays riverains et les pays du Moyen- Orient : dans ce contexte géographique sont successivement envisagés .les caractéristiques de l'économie agro-alimentaire méditerranéenne et le problème géopolitique de son développement.

L'économie agricole demeure une composante importante de l'économie actuelle des pays méditerranéens et de leur devenir. Elle est fondamentalement caractérisée par le « modèle arboricole et maraîcher ».

Dans le cadre de la division internationale du travail, la Méditerranée est exportatrice de fruits et légumes et importatrice de produits agro-alimentaires stratégiques : céréales, sucre, protéines animales.

Mais la zone méditerranéenne est un ensemble très hétérogène qui se prolonge vers le Sud par des zones semi- arides et arides qui posent des problèmes spécifiques de développement.

Le développement méditerranéen dépend des ressources disponibles et des capacités d'organisation, il dépend aussi des rapports internationaux et de l'évolution de la division internationale du travail qui en résulte.

L'auteur étudie les rapports Nord-Sud à l'intérieur des communautés Economiques Européennes, les rapports intra- méditerranéens dans les pays du nord de la Méditerranée, les rapports intra-méditerranéens dans les pays du sud et, plus généralement, les rapports nord-sud au sein de la zone euro-méditerranéenne.

Les difficultés, modalités et conséquences de l'élargissement de la CEE font l'objet d'une attention particulière.

Abstract

Mediterranean agricultural development - Geopolitically the Mediterranean Zone includes all the countries along its coasts and the Middle East forming a vast, complex heterogeneous area. This paper examines the North-South relationship within the EEC, the relationship between North Mediterranean countries, and between South Mediterranean countries, and on a more general level, the North-South relationship within the whole EEC - Mediterranean Zone. The difficulties, conditions and consequences of new countries joining the EEC are given special attention.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE MÉDITERRANÉEN

L. MALASSIS

Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

La Méditerranée est un ensemble vaste, complexe et hétérogène. Selon les critères choisis, on peut définir plusieurs ensembles méditerranéens. Du point de vue de l'analyse socio-économique, l'approche géopolitique est la plus fondamentale. Selon cette approche, la zone méditerranéenne comprend l'ensemble des pays riverains et les pays du Moyen-Orient : dans ce contexte géographique sont successivement envisagés les caractéristiques de l'économie agro-alimentaire méditerranéenne et le problème géopolitique de son développement.

L'économie agricole demeure une composante importante de l'économie actuelle des pays méditerranéens et de leur devenir. Elle est fondamentalement caractérisée par le « modèle arboricole et maraîcher ».

Dans le cadre de la division internationale du travail, la Méditerranée est exportatrice de fruits et légumes et importatrice de produits agro-alimentaires stratégiques : céréales, sucre, protéines animales.

Mais la zone méditerranéenne est un ensemble très hétérogène qui se prolonge vers le Sud par des zones semi-arides et arides qui posent des problèmes spécifiques de développement.

Le développement méditerranéen dépend des ressources disponibles et des capacités d'organisation, il dépend aussi des rapports internationaux et de l'évolution de la division internationale du travail qui en résulte.

L'auteur étudie les rapports Nord-Sud à l'intérieur des communautés Economiques Européennes, les rapports intra-méditerranéens dans les pays du nord de la Méditerranée, les rapports intra-méditerranéens dans les pays du sud et, plus généralement, les rapports nord-sud au sein de la zone euro-méditerranéenne.

Les difficultés, modalités et conséquences de l'élargissement de la CEE font l'objet d'une attention particulière.

MEDITERRANEAN AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Geopolitically the Mediterranean Zone includes all the countries along its coasts and the Middle East forming a vast, complex heterogeneous area. This paper examines the North-South relationship within the EEC, the relationship between North Mediterranean countries, and between South Mediterranean countries, and on a more general level, the North-South relationship within the whole EEC - Mediterranean Zone. The difficulties, conditions and consequences of new countries joining the EEC are given special attention.

Les préoccupations actuelles sur les rapports Euro-Méditerranéens, pour prendre toute leur signification, doivent être envisagés dans le contexte du devenir méditerranéen. C'est plus particulièrement du devenir agricole qu'il sera traité dans cet article, mais celui-ci est une composante du processus de développement global des pays méditerranéens, processus soumis au jeu des rapports de forces entre les « grands », aux rapports Nord/Sud et Est/Ouest. L'approche sera donc méditerranéenne, globale, et procèdera de la géopolitique.

La zone méditerranéenne est un ensemble vaste, complexe et très hétérogène (1). Plusieurs critères peuvent être proposés, en fonction des objectifs de l'analyse, pour déterminer la zone méditerranéenne : écologiques (zone de fructification de l'olivier), agro-éco-

nomiques (zone de prédominance en valeur dans le produit brut agricole des productions de légumes et de fruits), géographiques (ensemble des pays bordant la Méditerranée, y compris le Portugal), géopolitiques (définie par des considérations concernant le développement socio-économique et les rapports internationaux).

L'approche géopolitique, dont nous avons fait choix, conduit à une définition « lato sensu » de la zone méditerranéenne. Les auteurs, inspirés par cette approche, classent « Méditerranéens », en plus des pays riverains, le Koweït, les deux Yémens, les pays du Golfe Persique, l'Arabie Saoudite, l'Iran et l'Irak. Ainsi définie, la zone méditerranéenne inclut l'ensemble des pays pétroliers du sud de la Méditerranée et la quasi totalité du monde arabe (quatre pays « arabes » ne sont pas « méditerranéens » : la Mauritanie, le Soudan, la Somalie, Djibouti).

L'ensemble méditerranéen ainsi défini est un ensemble **vaste** : il représente 10 % de la population mondiale, 12 % de la population urbaine, 8 % de la population agricole, 13 % de la production et de

(1) Pour analyser l'économie méditerranéenne et son développement, il est nécessaire de disposer d'une base statistique cohérente. Dans ce but, l'Institut Agronomique Méditerranéen (CIAEM) a constitué une banque de données des Pays méditerranéens (MEDISTAT) et commencé la publication de statistiques méditerranéennes et d'annuaires. Toutes les données figurant dans ce texte, sauf mention contraire, sont extraites de MEDISTAT.

la consommation mondiales. La population méditerranéenne est un peu plus importante que celle de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est, une fois et demie plus importante que celle de l'Amérique du Nord. Au cours de ces dernières années, le taux de croissance de la population méditerranéenne a été du même ordre que celui de la population mondiale (1,9 %) ; mais celui du PIB et de la consommation ont été supérieurs à la moyenne mondiale, augmentant l'importance économique relative de la Méditerranée dans le monde.

Cet ensemble vaste est **hétérogène et complexe**. Espace historiquement conflictuel où se succèdent les Empires dominants, il est actuellement le champ de forces des grands qui s'y affrontent économiquement et politiquement. La Méditerranée, en tant qu'ensemble politique, n'existe pas ; toutes les tendances « hégémoniques » et unificatrices ont jusqu'à maintenant échoué. Etant donné les différences socio-politiques, les comparaisons de la dimension économique avec l'Amérique du Nord ou l'Europe de l'Est sont en fait de peu de portée.

La Méditerranée est probablement l'une des zones parmi les plus **hétérogènes** du monde. Cette hétérogénéité est d'ordre ethnique, économique, politique. La population des pays arabes (non méditerranéens compris) représente 46 % de la population méditerranéenne, mais moins de 15 % du PIB de cette zone. La richesse méditerranéenne est au Nord : en 1973, les pays méditerranéens du Nord (Européens du sud) représentaient moins de 60 % de la population méditerranéenne mais concentraient 85 % du PIB méditerranéen. Le nord et le sud ne sont pas non plus des ensembles homogènes, loin s'en faut. Au nord, le PIB par habitant varie de 750 \$ en Turquie à 6.000 en France ; au sud il varie de 110 \$ (Yémen) à 4 ou 5.000 dans certains pays pétroliers (1975). Le sud comprend des pays pétroliers et des pays du Quart monde ; certains pays pétroliers sont peuplés et d'autres pas (la production de pétrole varie de 3 tonnes par habitant en Algérie à 235 tonnes dans les Emirats)... Ces indicateurs moyens par habitant sont en outre peu significatifs, étant donné les fortes disparités internes à chaque pays, selon les catégories sociales et les zones.

Sur le pourtour de la Méditerranée, les richesses sont fort mal réparties ; on y rencontre tous les niveaux de développement (pays industrialisés, semi industrialisés, agricoles) ainsi que toutes les formes d'organisation socio-économiques (pays capitalistes, socialistes, en période de transition, etc.).

I/ L'ECONOMIE AGRO-ALIMENTAIRE MEDITERRANEENNE

L'économie agro-alimentaire constitue une composante importante de l'économie méditerranéenne actuelle et de son devenir. Au sein de l'économie mondiale, la zone écologique méditerranéenne constitue la grande zone fruitière et légumière. La zone agricole

méditerranéenne stricto sensu, est fondamentalement caractérisée par la prédominance du « modèle arboricole et maraîcher ». Mais la zone méditerranéenne « lato sensu » constitue un espace hétérogène qui vers le sud comprend des zones semi-arides et arides et, au nord, rejoint les grandes zones occidentales de production intensive et diversifiée.

1) L'économie agricole au sein des économies nationales

— L'importance relative de l'économie agricole peut être mise en évidence par quelques indicateurs fondamentaux : l'importance de la population agricole dans la population totale, du PIB d'origine agricole dans le PIB total, des importations et exportations agro-alimentaires dans le commerce extérieur total, des investissements dans l'agriculture par rapport aux investissements totaux.

L'importance relative de la population agricole et du PIB d'origine agricole, par rapport aux totaux correspondants, ne donne pas des résultats identiques. L'importance agricole des pays apparaît toujours relativement plus forte lorsqu'elle est mesurée par des critères de population que lorsqu'elle est appréciée par la répartition sectorielle du PIB. En effet, pour des raisons diverses, le PIB par habitant dans l'agriculture est toujours beaucoup plus faible que dans les autres secteurs d'activité (le rapport varie de 2 à 5 selon les pays). Un fort pourcentage de population agricole, coïncidant avec un faible pourcentage du PIB d'origine agricole, fait pressentir l'existence de populations rurales misérables dans des pays où le PIB moyen par habitant peut néanmoins être relativement élevé (certains pays pétroliers).

L'importance relative du PIBA dans le PIBT, parfois utilisé comme indicateur de développement, est peu significatif appliqué à la zone méditerranéenne. Parmi les pays dont le PIBA est inférieur à 10 % du PIBT (moyenne mondiale) figurent la France, l'Italie, Israël, mais aussi la plupart des pays pétroliers, pays qui du point de vue de leur infrastructure socio-économique, doivent être rangés dans la catégorie des pays sous-développés.

L'importance de l'agriculture peut encore être appréciée par son rôle dans les échanges internationaux. Quelques pays ont une balance agro-alimentaire excédentaire, mais la plupart sont des importateurs nets de denrées alimentaires. Tous les exportateurs nets sont au nord (France, Espagne, Grèce, Turquie, Chypre) à l'exception de deux d'entre eux (Maroc et Tunisie). Le sud de la Méditerranée constitue un ensemble dont le déficit alimentaire va croissant. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne le plus souvent d'un déficit chronique des balances des paiements, sauf en ce qui concerne les grands pays pétroliers (Libye, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït) ou exportateurs de matières premières (Mauritanie).

Les tendances récentes vont plutôt dans le sens d'un accroissement que d'une réduction du déséquilibre intra-méditerranéen. Les pays exportateurs Européens sont caractérisés par une croissance de la production supérieure à la demande alimentaire, à l'exception de la Turquie ; ils semblent donc en mesure de poursuivre leur politique d'exportation, malgré l'élévation récente du niveau de vie dans certains d'entre eux. Il en va différemment en Turquie, et dans la plupart des pays du sud, où la croissance de la population à taux élevé exerce une forte pression sur la demande alimentaire. En outre, dans tous les pays du nord à l'exception de la Turquie, la population agricole diminue en valeur absolue, facilitant la substitution du capital au travail, alors que dans la plupart des pays du sud la population agricole continue d'augmenter, rendant plus difficile la modernisation de l'agriculture.

Les investissements dans l'agriculture témoignent des efforts faits par les pays en faveur de leur devenir agro-alimentaire. Dans les pays du nord, non membres du Marché Commun, les investissements représentent 10 à 12 % des investissements totaux (à l'exception du Portugal où les investissements agricoles relatifs ont été particulièrement faibles ces dernières années). Dans les pays du sud, à l'exception d'Israël, les investissements relatifs sont également de l'ordre de 10 à 15 %, mais ils atteignent 20 % en Irak et environ 30 % en Syrie et au Soudan (2). Toutefois, ces moyennes ne sont pas très significatives ; il faudrait encore envisager la nature et l'efficacité de ces investissements par rapport aux processus de développement mis en œuvre.

Au nord comme au sud, l'Etat joue un rôle décisif dans le processus de modernisation de l'agriculture, par le moyen de subventions, de prêts à taux d'intérêts préférentiels ou de soutiens divers. Dans quelques pays et dans quelques secteurs d'activité l'intervention de firmes multinationales ou la formation de sociétés mixtes associant le capital étranger, l'Etat et le capital national privé, jouent un rôle important.

2) Le modèle arboricole et maraîcher

Les pays méditerranéens constituent la grande zone mondiale de production fruitière et maraîchère. Par rapport au total mondial, ces pays produisent respectivement plus de 80 % des olives et de l'huile d'olive, des figes, des amandes, des artichauts (produits méditerranéens proprement dits), 50 à 80 % des raisins et du vin, des abricots, des melons (produits à prédominance méditerranéenne), 30 à 50 % des pêches, des agrumes, des pommes, des poires, des tomates, des haricots verts (produits fortement méditerranéens).

La spécialisation agricole de la Méditerranée dans le monde, en rapport avec la division internationale du travail, apparaît encore plus clairement par l'examen

de la structure des échanges. En 1971-75, les pays méditerranéens ont exporté, en pourcentage des exportations mondiales, 95 % de l'huile d'olive, plus de 70 % des oranges et citrons, plus de 50 % des raisins et des poires, plus de 40 % des pommes, environ 30 % des tomates et des pommes de terre... Ils ont importé plus de 30 % du lait, 27 % de la viande bovine, 20 % de la viande de mouton, 20 % des céréales.

Le modèle agro-alimentaire méditerranéen est ainsi clairement caractérisé dans le contexte de la division internationale du travail agricole : il est exportateur de fruits et légumes et importateur de céréales, de produits de l'élevage et de sucre. Au cours de ces dernières années, le caractère arboricole et maraîcher de la zone méditerranéenne s'est encore renforcé.

Ce modèle est surtout caractéristique de la zone méditerranéenne écologique, qu'il déborde toutefois dans des zones propices à certaines productions. Bien que cette zone soit favorable à la production fruitière et légumière, cette production ne constitue pas une fatalité écologique. Mais les conditions agro-écologiques favorables se trouvent assorties de conditions socio-économiques qui renforcent l'orientation vers ces productions. La plupart des pays méditerranéens possèdent des structures agraires contrastées ; mais sur le pourtour de la Méditerranée, les formes d'agriculture familiales sont prédominantes et la population est relativement dense. Or les productions légumières et maraîchères nécessitent beaucoup de soins et sont à coefficients de travail élevés. Le caractère familial de l'agriculture et les disponibilités en main-d'œuvre conduisent à l'intensification de l'agriculture en vue d'assurer une meilleure valorisation du travail. Cette situation agraire est elle-même liée au processus historique de développement de la zone méditerranéenne. Les rythmes lents d'industrialisation de cette région, son caractère semi-périphérique ou périphérique de l'occident industrialisé, contribue à expliquer la forte proportion de population agricole, le sous-emploi caché, les structures agraires, les comportements... Cette situation devrait se transformer en relation avec le développement global, la diminution de la population agricole, la concentration agraire, l'aspiration au bien être..., appelant, pour qu'il puisse survivre, une adaptation du modèle arboricole et maraîcher et notamment sa mécanisation. Ces nécessaires transformations apparaissent déjà clairement dans les zones méditerranéennes des pays les plus avancés, posant de manière aiguë des problèmes de restructuration agraire et de mécanisation des activités agricoles (mécanisation de la vendange, des récoltes, des fruits...).

Certes il est souhaitable que l'agriculture méditerranéenne puisse se diversifier, que certaines conversions soient mises en œuvre, que la recherche technique et économique soit activement poussée pour rendre praticables des substitutions culturelles répondant aux besoins du développement agro-alimentaire (cultures protéagineuses), mais le modèle arboricole et maraîcher est

(2) FAO, Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1975.

davantage le modèle alimentaire de l'avenir que celui du passé. La région méditerranéenne organisée, bénéficiant d'avantages relatifs dans le domaine agro-écologique, pourrait développer sa participation à la production mondiale de fruits et légumes.

3) Hétérogénéité agricole de la zone méditerranéenne

La prédominance du modèle arboricole et maraîcher ne doit pas faire perdre de vue une autre caractéristique fondamentale de l'agriculture méditerranéenne : son **hétérogénéité**. Celle-ci s'explique à la fois par des facteurs écologiques et socio-économiques.

La zone méditerranéenne proprement dite, écologique ou agricole, est plus ou moins importante selon les pays méditerranéens.

Les plaines ou vallées, cultivées en sec ou en irrigué, sont limitées au nord par la montagne et au sud par les zones semi-arides (400 à 600 mm de pluviosité moyenne annuelle), arides (100 à 400 mm) ou désertiques (moins de 100 mm). Les zones arides représentent le plus souvent une part très importante des pays méditerranéens du sud (3). Ces zones à faible productivité, et le plus souvent sur-exploitées, doivent faire l'objet d'une attention nouvelle, tant du point de vue de la conservation des ressources naturelles que de la définition de leur rôle dans le processus de développement.

La richesse agricole est au nord, comme la richesse globale. Les pays méditerranéens du nord, qui représentent 41 % de la superficie agricole, 39 % de la superficie irriguée, 49 % de la population agricole, produisent 79 % du PIB d'origine agricole des pays méditerranéens. Ces pourcentages font ressortir une plus grande productivité de la terre et du travail au nord, explicable à la fois par des facteurs agro-écologiques et par des conditions socio-économiques plus favorables, en relation avec les niveaux relatifs de développement.

Les productions plus spécifiquement méditerranéennes sont au nord : les pays méditerranéens du nord produisent plus de 75 % de l'ensemble des fruits et légumes méditerranéens (le sud ne joue un rôle appréciable que pour quelques produits tels que les oranges, l'huile d'olive, les tomates, etc.).

Les pays méditerranéens du nord sont donc aussi la grande zone de concurrence agricole intra-méditerranéenne (ce qui explique les difficultés d'élargissement de la CEE), ainsi que la grande zone d'importation de produits stratégiques en provenance du nord (les importations de céréales, de viande, de lait représentent respectivement 60, 93 et 66 % des importations de l'ensemble des pays méditerranéens).

II — GEOPOLITIQUE AGRO-ALIMENTAIRE MEDITERRANEENNE

Le développement socio-économique d'une zone dépend de facteurs internes, des ressources disponibles et des capacités d'organisation ; mais il dépend aussi des rapports internationaux qui, en fonction de l'évolution des rapports de force, tendent à organiser la division internationale du travail dans un sens conforme aux intérêts dominants.

Les rapports intra-méditerranéens et Euro-méditerranéens sont plus particulièrement envisagés ici, mais ils s'inscrivent dans le contexte des rapports Est/Ouest et Nord/Sud dont ils sont plus ou moins dépendants. Les rapports entre les grands se reflètent, de bien des façons, dans le champ conflictuel méditerranéen.

1) **Les rapports Nord/Sud au sein de la CEE** (sud de la France et de l'Italie) sont, dans une large mesure, déterminés par le développement inégal du Nord et du Sud, par la contradiction interne du développement occidental. Le sud, zone semi-périphérique du développement occidental, a des revenus moyens plus faibles que le nord, des rythmes de développement plus lents, des taux de chômage et de sous-emploi plus élevés.

Les contradictions Nord/Sud sont le produit d'un long processus historique commencé bien avant l'avènement de la CEE, et les difficultés actuelles ne sauraient être imputées à la politique européenne. Mais la déception est profonde car cette politique, loin d'atténuer les contradictions historiques, ne semble pas les avoir prises en considération et les a plutôt renforcées. Il y a, au sein de la CEE, une contradiction majeure : celle de vouloir construire une politique agricole commune (PAC) sans politique économique et monétaire commune. Il y a ensuite, au sein de la PAC, une contradiction fondamentale : le soutien par les produits aboutit en fait à soutenir davantage les zones agricoles riches que les zones pauvres qui sont en outre à conversion difficile.

Notre collègue G. Coda Nunziante a calculé les dépenses communautaires et nationales pour l'agriculture dans les différentes régions et divisé ces dépenses par la population agricole ; il constate : ...« pour ce qui concerne les frais de la section garantie (du FEOGA), chaque agriculteur hollandais ou belge reçoit une aide supérieure de plus de 50 % à la moyenne CEE. En Italie, l'aide donnée par le FEOGA aux agriculteurs est d'environ 25 % inférieure à la moyenne européenne. Il faut aussi remarquer que, parmi les régions comprises dans la zone la moins encouragée, il y a aussi les régions méditerranéennes de la France qui jouissent d'une aide européenne très proche de celle qui est donnée aux régions italiennes » (4). Ainsi, les

(3) Le développement des zones arides, Options Méditerranéennes, n° 28. Les zones semi-arides + arides + désertiques représentent respectivement 78 % de la surface totale au Maroc, 85 % de celle de la Tunisie, 95 % de celle d'Algérie, 100 % de la Libye... (id.).

(4) G. Coda NUNZIANTE, Les contradictions Nord/Sud au sein de l'Europe, Communication à la Société Française d'Economie Rurale, mai 1977. Voir dans ce numéro, page 4.

plus grands transferts de revenus se font en faveur des agriculteurs les plus productifs.

Cette situation contribue grandement à expliquer les difficultés de l'élargissement du Marché commun, d'autant plus que cet élargissement risque d'accroître les contradictions Nord/Sud en augmentant la concurrence agricole intra-méditerranéenne (qui, rappelons-le, concerne surtout les pays méditerranéens du Nord) et la croissance du Nord par des exportations facilitées vers le Sud. L'atténuation des contradictions Nord/Sud, intra-Européenne, constitue en quelque sorte un préalable à l'élargissement (la CEE semble vouloir s'orienter dans cette voie) (5).

2) Les rapports intra-méditerranéens des pays méditerranéens européens dépendent de la politique d'élargissement de la CEE. Les pays de cette zone qui ont vocation à le faire, demandent à adhérer au Marché commun ou à bénéficier d'un statut privilégié (Association) ; les difficultés, les modalités et les conséquences de l'élargissement sont donc au cœur de l'analyse.

L'élargissement de la CEE procède de considérations de politique générale (rééquilibrage mondial par extension de la CEE, rééquilibrage interne de la CEE, consolidation politique interne des pays du sud, sécurité militaire...), étayé d'arguments économiques (élargissement du marché, généralisation des avantages sociaux et élévation du niveau des salaires, etc.). Il se heurte à de nombreuses difficultés (faiblesse de l'Europe, monnaie, fonctionnement de la PAC, coût de l'élargissement, interférence avec la politique de coopération avec les PVD...) (6).

La politique agro-alimentaire ne joue certes pas un rôle déterminant dans la décision d'élargissement mais **si l'agriculture n'est pas variable de décision, on peut craindre que les mécontentements accumulés n'en fassent une variable de blocage.**

L'élargissement en effet pose les problèmes les plus graves de concurrence intra-méditerranéenne dans le contexte Euro-Méditerranéen (et non les rapports Nord/Sud). La situation est particulièrement délicate en ce qui concerne principalement l'Espagne et secondairement la Grèce (50 à 60 % des exportations agricoles espagnoles et grecques sont destinées à la CEE, le Portugal exporte peu de produits méditerranéens et importe 50 % des produits alimentaires qu'il consomme).

Dans les pays européens, membres de la CEE, les principales productions fruitières et maraîchères ont été relativement stagnantes ces dernières années, alors qu'elles ont crû à des taux élevés en Espagne (pêches, poires, pommes, artichauts, haricots verts) et en Grèce

(pêches et tomates). Les agriculteurs des pays membres craignent les différences de coût (salaires et charges sociales) et l'insuffisance de l'organisation des filières agro-alimentaires, particulièrement importante lorsqu'il s'agit de marchés aussi fragiles que ceux des fruits et légumes.

— L'élargissement implique la mise en œuvre préalable d'une politique de réduction interne des contradictions Nord/Sud au sein de la CEE actuelle : les éléments fondamentaux de cette stratégie sont la politique de développement régional, la révision de la PAC, la liaison entre politique de soutien des marchés agricoles et réorganisation structurelle. Il est nécessaire d'envisager un modèle original d'intégration qui atténue les disparités, organise plutôt qu'il ne libéralise des marchés fragiles : la CEE ne peut ignorer les effets destructeurs d'une libéralisation réalisée dans un ensemble structurellement hétérogène, dans le désordre monétaire et les distorsions de toutes sortes. Si l'adhésion peut être conclue immédiatement, pour des raisons de politique générale, l'élargissement économique devrait pouvoir se faire par étapes dont la succession serait mise en œuvre par la constatation de la satisfaction de conditions préalablement déterminées (7).

3) Les rapports Nord/Sud intra-méditerranéens et Euro-méditerranéens, fortement marqués par l'histoire, évoluent dans le contexte d'une modification des rapports de force, dans le champ conflictuel méditerranéen.

Les pays du nord de la Méditerranée ont acquis au cours du siècle dernier, une situation dominante par rapport aux pays du Sud et tissé des relations commerciales et culturelles privilégiées. L'orientation des activités a été déterminée dans une large mesure par la division internationale du travail, déterminée par les politiques coloniales des pôles dominants. Ces rapports évoluent par le jeu des politiques d'indépendance, l'élargissement des rapports Euro-Méditerranéens (diversification des échanges), l'organisation des pays du Sud, etc.

La Méditerranée est une zone stratégique pour l'Europe : principale source de ses approvisionnements pétroliers, mais aussi de la main-d'œuvre nécessaire à sa croissance (environ 8 millions de travailleurs méditerranéens dans la CEE) et principale zone de son expansion économique par transfert de ses experts, de sa technologie et de ses biens d'équipement, la Méditerranée apparaît comme une zone exceptionnelle de mise en valeur, susceptible de contribuer à l'atténuation de la crise actuelle du capitalisme européen. Le monde arabe est devenu le premier client de la CEE et les dialogues Euro-Arabs et Euro-Méditerranéens sont des composantes stratégiques du développement d'une grande zone « Euro-Méditerranéenne » (8).

(5) CEE, Rapport sur l'agriculture méditerranéenne.

(6) Auquel il faut ajouter la conjoncture occidentale défavorable : crise et chômage rendent difficile les reconversions professionnelles, alors que l'ajustement des marchés agricoles passe par une amélioration de la productivité du travail agricole, dépendante de la diminution de la population agricole dans les zones méditerranéennes.

(7) P. URI, Réussir l'élargissement de l'Europe, Le Monde, 3.4.1977.

(8) Le dialogue Euro-Arabe a été ouvert le 31 juillet 1974 à Paris (3 Pays membres de la CEE + 20 Pays de la Ligue Arabe).

— C'est dans ce contexte géopolitique global que doivent être analysées les relations agro-alimentaires euro-méditerranéennes. Quelques pays du Sud jouent un rôle fondamental dans les exportations de produits agro-alimentaires vers la CEE (pour la période 1971/73 le Maroc est le second fournisseur méditerranéen de la CEE à six) et dans les importations en provenance de la CEE (l'Égypte, l'Algérie, la Libye sont respectivement les 2^e, 3^e et 4^e client de la CEE). Les produits importés concernent principalement les fruits et légumes frais ou en conserves, ainsi que le vin en provenance de l'Algérie et du Maroc. Les produits exportés sont des produits agro-alimentaires stratégiques, plus particulièrement des céréales, du sucre, des produits animaux. Le commerce de l'Europe avec les pays du Sud de la Méditerranée reflète donc la structure générale du commerce agro-alimentaire méditerranéen.

Dans le contexte géopolitique global, la CEE s'efforce de développer une politique concertée qui tend à renforcer les échanges agro-alimentaires au sein de la zone Euro-Méditerranéenne.

4) **Les rapports intra-méditerranéens des pays méditerranéens du Sud** se sont renforcés ces dernières années, notamment au sein de la Ligue Arabe. Des fonds de coopération ont été créés, dont le Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social. La Ligue Arabe tend, notamment, à formuler une stratégie du développement agro-alimentaire qui concerne la quasi totalité des pays du Sud de la Méditerranée.

Dans ces pays, le déséquilibre agro-alimentaire s'est accru ces dernières années : la croissance réelle a été, dans la plupart, inférieure à la croissance prévue par les plans nationaux, et même à celle prévue par le plan indicatif mondial de la FAO (généralement moins ambitieux que des plans nationaux). Le déficit alimentaire s'est accru en céréales, sucre, produits de l'élevage et même en matières grasses.

Bien que les pays méditerranéens du Nord importent relativement plus de céréales que ceux du Sud (61 kg par habitant au Nord, 46 dans le Sud) la plupart des pays du Sud sont déficitaires. Les importations méditerranéennes annuelles sont de l'ordre de 9 millions de tonnes dont près de 8 proviennent des Etats-Unis et un peu plus de 1 million de la CEE. Pour la période 1972-74, tous les pays du Sud sont déficitaires en blé, principale céréale consommée dans la Méditerranée, à l'exception de la Syrie. Cette dépendance céréalière revêt un caractère stratégique, en raison du rôle des céréales dans l'économie alimentaire et en raison du

quasi monopole de l'Amérique du Nord dans la fourniture de ces céréales.

Tous les pays méditerranéens du Sud ont intérêt à faire effort en faveur de leur agriculture, étant donné les perspectives de déficit global au niveau mondial, et à renforcer leur politique d'aide et, éventuellement, d'échanges intra-méditerranéens. La situation diffère toutefois d'un pays à l'autre et, schématiquement, les pays du Sud peuvent être classés en trois catégories : ceux pour qui l'exportation de produits agro-alimentaires joue un rôle important dans leur développement socio-économique (Maroc, Tunisie) ; ceux qui disposent d'un pouvoir d'achat international leur permettant d'importer des produits agro-alimentaires (il s'agit des pays disposant de matières premières et notamment de pétrole) et ceux qui, bien que principalement agricoles, se trouvent toutefois dans l'obligation d'importer des denrées alimentaires (Égypte, Jordanie).

CONCLUSION

Le développement méditerranéen devrait dépendre en premier lieu des Méditerranéens, de leur capacité à s'organiser et à exploiter les richesses humaines et naturelles dont ils disposent. Mais ce développement s'inscrit dans un long processus historique, explicatif de l'actuel, et dans le contexte de rapports géopolitiques complexes. Le processus historique a déterminé une relative concentration de la richesse globale et agricole au Nord de la Méditerranée et une relative pauvreté au Sud. Mais le Sud occidental apparaît lui-même comme relativement pauvre par rapport au Nord occidental. Les rapports géopolitiques méditerranéens procèdent à la fois de l'existence d'une contradiction nord/sud intra-européenne, et d'une contradiction nord/sud à l'échelle mondiale. La question fondamentale est alors de savoir comment dénouer ces contradictions et créer les conditions favorables au développement méditerranéen. Si, dans cette perspective, les nouvelles relations euro-méditerranéennes constituent probablement le plus important fait porteur d'avenir, leur développement implique la fusion de la vision européenne de la Méditerranée et de la vision méditerranéenne de l'Europe, donc une négociation (9). Celle-ci s'inscrit dans le contexte de l'ensemble des rapports nord/sud et est/ouest et dans celui d'une nouvelle division internationale du travail. C'est dans ce contexte global qu'une solution réaliste et positive doit être recherchée aux problèmes du développement agro-alimentaire et du devenir des populations rurales.

(9) M. PAPAYANNAKIS, Géopolitique méditerranéenne, IAM.